

Luis Miguel GONCALVES MARQUES DE MELO REBELO
Membre effectif du Conseil national pour étrangers

Luxembourg, le 25.11.2020

Je commence par remercier l'invitation à participer à cette consultation.

Mes qualifications pour produire cette réflexion sont les suivantes :

1. Membre effectif du CNE, en tant que représentant des ressortissants de nationalité portugaise (Luxembourg, 2017-...)
2. Président de la Global Chamber of Commerce for Portuguese Speaking Countries A.s.b.l. (Luxembourg, 2017-...)
3. Représentant de l'Union des exportateurs de la Communauté des pays de langue portugaise (UE-CPLP) pour l'Europe centrale et occidentale (Luxembourg, 2016-...)
4. Conseiller auprès de l'ambassade de Guinée-Bissau à Bruxelles pour les questions de coopération économique au Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg, 2018-...)
5. Journaliste sur les questions sociales, y compris l'intégration (Portugal, 1995-2010)
6. Manager de projets de communication, au Portugal, pour :
 - (i) Haut-Commissaire pour les migrations : programme de télévision « Nós » (2010-2014)
 - (ii) Conseil portugais pour les réfugiés : programme de télévision « Société civile » (2006-2013)
 - (iii) Commission pour la citoyenneté et l'égalité des genres : divers (2009-2012)
 - (iv) Amnesty International : documentaire « 30 ans d'AI au Portugal » (2010-2011)

Note préliminaire : cette réflexion s'appuie sur mon expérience professionnelle et associative, ainsi que sur l'observation empirique et les recherches menées sur la communauté portugaise au Grand-Duché.

1. Qui sont les résidents portugais ?

Ils ne sont pas tous portugais caucasiens. Une erreur courante est de considérer la communauté portugaise comme ayant la même origine (Portugal) et les mêmes caractéristiques. Les données du STATEC ne révèlent pas combien de Portugais sont des descendants des Pays africains de langue portugaise (PALOP). Beaucoup d'entre eux ont obtenu la nationalité portugaise avant ou après la décolonisation (1975) et, même s'ils avaient la double nationalité (portugaise et du pays d'origine), ils ont immigré au Luxembourg en tant que citoyens portugais.

Selon les estimations de l'Ambassade du Cap-Vert au Luxembourg, la communauté capverdienne est autour des 10.000 personnes (le STATEC compte 2.572 en 2020). La communauté de Guinée-Bissau devrait compter environ 5.000 personnes (STATEC : 340), selon l'ambassade de Guinée-Bissau à Bruxelles et une douzaine d'Asbl guinéens au Grand-Duché. De l'Angola il devrait y avoir 400 personnes (STATEC : 34), de São Tomé et Príncipe 300 (STATEC : 25), du Mozambique 200 (STATEC : 6).

Toute politique d'intégration à destination de la communauté portugaise doit prendre en compte cette diversité, sous peine d'exclure une partie des destinataires.

Un autre malentendu est de penser que les Africains sont pleinement intégrés dans la communauté portugaise caucasienne simplement parce qu'ils sont tous venus du Portugal et parlent la même langue. Ce n'est pas la réalité, parce que la majorité des immigrants portugais au Luxembourg est venu du nord du Portugal, qui n'a pas eu une grande présence dans les anciennes colonies. À Lisbonne et dans le sud du pays, les Portugais d'origine africaine font partie de l'écosystème social, du gouvernement aux forces de sécurité. La kizomba angolaise se danse, se mange dans les restaurants africains, part en vacances au Cap-Vert. Dans le Nord, l'africanisme est quasi inexistant.

2. Les résidents lusophones sont-ils bien intégrés ?

Oui, pour les raisons qui se développeront dans les prochaines réponses. Ils aiment le Luxembourg et, bien qu'ils ne le disent pas toujours, ils sont reconnaissants au pays où ils ont prospéré. Il est nécessaire de prendre en compte l'origine de ces immigrants. Beaucoup ont travaillé au jour par jour, sans patron ni contrat. Ils n'avaient que quatre ans de scolarité. Les services de santé étaient éloignés et avaient de longues listes d'attente. Envoyer un enfant à l'école impliquait un coût financier élevé pour de nombreuses familles. Les services publics étaient mal organisés, bureaucratiques et lents. Les allocations familiales misérables (la plus élevée est de 50 €). Au Luxembourg, ils ont trouvé un pays qui les traitait mieux que leur propre.

L'absence de prise de conscience politique et démocratique aura également contribué à l'intégration. Le Portugal d'où ils sont partis était une démocratie jeune, avec des relents de despotisme et de népotisme dans tous les secteurs. Le maire de la commune ou la personne la plus riche du village était quasiment intouchable et les gens avaient l'impression que le monde était comme ça et qu'il serait inutile de protester ou de réclamer. Soit au Portugal, soit dans autre pays.

3. A quoi doit servir une politique d'intégration ?

Pour l'historien et auteur Yuval Noah Harari, il existe deux mythes communs à toute l'humanité : celui de l'État-nation et celui du capitalisme. Le capitalisme n'a pas de frontières et est venu avec des immigrants au Luxembourg, se dispensant de l'intégration. Celui de l'État-nation est source de division et rend l'intégration difficile. Un résident portugais pense toujours que sa patrie est le Portugal, même s'il habite au Luxembourg depuis des décennies. Idem pour un cap-verdien ou guinéen. La croyance en l'État-nation permet aux humains de coopérer de manière flexible et en grand nombre. Ce mythe, comme d'autres, lorsqu'il est enseigné aux gens depuis l'enfance est difficile à démystifier à l'âge adulte. Il est

important de prendre en compte ces données, car au Grand-Duché sept résidents portugais sur 10 (69,4%) sont nés au Portugal, selon le STATEC.

Les Portugais ont reproduit certains des piliers de leur patrie au Luxembourg. La religion catholique romaine est la principale car elle couvre les deux genres et tous les âges. La procession annuelle et la messe de Notre-Dame de Fatima à Wiltz, qui a lieu le 30 mai de chaque année, est l'événement qui rassemble la plus grande foule au Luxembourg, estimée à 20.000 personnes. Les Portugais célèbrent, par centaines, dans les rues de Gare, la victoire de leur club de football au Championnat national du Portugal - un événement spontané toléré par la police grand-ducale et qui se déroule de manière pacifique. Les communautés africaines remplissent les concerts de musiciens du Cap-Vert, d'Angola ou de Guinée-Bissau, pour y danser toute la nuit.

Revenons à la question. Une politique d'intégration doit servir à promouvoir l'inclusion, générer la paix sociale et, surtout, contribuer au développement économique et social du Luxembourg. Ceci est réalisé en utilisant les outils de l'autre mythe commun aux Luxembourgeois et aux résidents : le capitalisme. Ce n'est pas par hasard que la communauté lusophone appelle le Luxembourg « El Dorado ». Une réflexion qui se développe dans les prochaines réponses.

4. Quelle approche d'intégration favoriser ? Qui est concerné par l'intégration et quels sont les besoins des personnes concernées ?

L'étude « Pourquoi les gens préfèrent les sociétés inégalitaires », écrit par trois chercheurs de l'Université de Yale, publiée en 2017 en *Nature Human Behavior*, révèle clairement que les gens acceptent une société inégale, mais ils n'acceptent ni l'iniquité ni l'injustice. Ainsi, toute mesure d'intégration doit promouvoir la perception que le gouvernement luxembourgeois défend l'équité et combat les injustices.

La discrimination de l'accès des Portugais à l'enseignement classique est un exemple d'injustice longtemps parlée au sein de la communauté portugaise et qui a maintenant été confirmée par l'étude « Précision des décisions de suivi des enseignants : effets à court et à long terme de sa responsabilité », de l'Université du Luxembourg. « Les étudiants luxembourgeois ont été correctement évalués dans 90% des cas, tandis que pour les étudiants portugais, seuls 67% des décisions étaient correctes et leurs capacités académiques sous-estimées », indique l'étude, menée par la chercheuse Ineke Pit-ten Cate. Une réaction immédiate du Ministère de la Famille et de l'Intégration aurait donné un signal positif à la communauté touchée. En collaboration avec le ministère de l'Éducation, une étude plus approfondie aurait pu être annoncée et, si les conclusions de l'étude de l'Université du Luxembourg étaient confirmées, les mesures nécessaires seraient prises pour corriger toute discrimination structurelle.

Un autre aspect à prendre en compte est l'accès au marché du travail. Selon les données du STATEC (2019), l'économie luxembourgeoise repose largement sur la main-d'œuvre étrangère (27,8%) et transfrontalière (45,5%). Les résidents de nationalité luxembourgeoise ne représentent que 26,7% du total. Cependant, ces derniers sont majoritaires (65%) dans les secteurs hautement rémunérés, représentant plus de 90% de la présence dans l'administration publique et plus de 75% dans l'éducation. Pour la première génération de Portugais, c'est acceptable. Ils n'ont aucune qualification ni parlent luxembourgeois. Mais ils ne comprennent

pas que leurs enfants ou petits-enfants n'ont pas les mêmes chances qu'un Luxembourgeois. C'est *vox-populi* chez les Portugais que l'enfant de quelqu'un qui travaille dans le ménage ou dans le chantier ne peuvent espérer avoir un emploi dans l'administration publique.

Un résident portugais ne doit pas se sentir victime de discrimination simplement parce qu'il a « Silva » dans son nom.

5. Notre cadre législatif et nos institutions actuelles permettent-ils de répondre à ces besoins ?

Oui.

6. Quels sont les instruments, mesures, procédures qui sont indispensables à la mise en place d'une politique d'intégration cohérente ?

Ce qui existe est suffisant pour promouvoir l'intégration. Mais cela devrait être mieux communiqué. Je lis tous les jours toute la presse luxembourgeoise (y compris celle rédigée en portugais) et il y a peu d'articles de premier plan sur les politiques et mesures d'intégration du Ministère. En revanche, le message transmis par les stakeholders de l'intégration est institutionnel et éloigné des personnes auxquelles il s'adresse. Le message clé devrait porter sur le empowerment et la valorisation des résidents : « Ce que vous faites a de la valeur » ou « Ensemble, nous allons plus loin » (en profitant de la crise générée par le COVID-19).

Quelques réflexions générales :

- A. Tenir compte de la diversité de la communauté portugaise.** Les actions d'intégration et de lutte contre la discrimination doivent tenir compte du fait qu'environ 15.000 personnes sont d'ascendance africaine, qui ne devraient pas non plus être traitées comme des « Africains ». Les deux principales communautés, capverdienne et guinéenne, sont plutôt différentes.
- B. Créer un Conseil National de la Société Civile** ou quelque chose d'équivalent. Au CNE, qui joue un rôle très important, les communautés sont représentées en tant que « nous » et « les autres ». Une CNSC représenterait les secteurs et les causes : égalité des genres, droits des enfants, sports, entrepreneuriat, etc. Il inclurait sur la même cause des résidents de nationalités différentes.
- C. Des sanctions exemplaires pour tous les cas d'exploitation du travail.** Il y en a plusieurs et sérieux qui ont plus d'écho au Portugal qu'au Grand-Duché.
- D. Travailler plus étroitement avec les organisations catholiques pour promouvoir les politiques d'intégration.** Y compris dans la préparation et l'exécution de la procession de Nossa Senhora de Fátima à Wiltz, le 30 mai de chaque année. Ça n'affaiblit pas la laïcité de l'État et montre qu'il valorise l'identité d'une communauté, en l'occurrence la dévotion au culte marial qui a commencé au début du siècle XX à Fátima, au Portugal.
- E. Valoriser l'apprentissage du luxembourgeois sans exclure.** Le luxembourgeois est une langue d'intégration et cette bataille est gagnée sur les nouvelles générations. Ma fille

parle mieux le luxembourgeois que le portugais, comme tous ses collègues, quelle que soit leur nationalité. J'ai 53 ans, j'étudie le luxembourgeois pendant deux ans, et j'ai réussi seulement le niveau A.2.

Quiconque est arrivé au Luxembourg il y a 20, 30 ans ressent l'imposition du luxembourgeois comme une discrimination. « J'ai fait un effort énorme pour apprendre le français et m'intégrer, maintenant "ils" ne parlent que le luxembourgeois et je suis à nouveau à l'écart ». Cet écart était plus accentué dans les communications officielles sur la pandémie, en luxembourgeois. « Pourquoi ils ne parlent pas ma langue (le français) ? », lit-on sur certains réseaux sociaux de la communauté lusophone.

Il n'y a pas de solution miracle pour amener une personne de plus de 40 ans à parler couramment le luxembourgeois. Outre les troubles cognitifs liés à l'âge, les ressources existantes sont insuffisantes. Il y a peu de cours, dans très peu d'endroits, et prennent trop de temps pour ceux qui ont peu de temps. Un frontalier qui se lève à 5h30 pour aller travailler à Luxembourg-Ville et doit être à la maison à 17h30 pour préparer le dîner et s'occuper des enfants, n'a pas le temps d'apprendre le luxembourgeois. Solutions possibles :

- (i) Créer davantage de cours gratuits par vidéoconférence ;
- (ii) Réduire à A2.1 (ou A1.2) le niveau de connaissance de la langue luxembourgeoise pour obtenir la nationalité ;
- (iii) Permettre l'accès au salaire minimum qualifié avec un diplôme de cours de luxembourgeois niveau A2.2.

Quelques idées :

- F. **Programme de télévision.** Le Ministère de l'Intégration pourrait avoir une émission télévisée sur RTL, également diffusée en streaming et fortement présent sur les réseaux sociaux, avec des reportages sur les réussites des communautés résidentes et des annonces de mesures de soutien à l'intégration et de lutte contre les discriminations. Au Portugal, il y avait un programme sous cet angle (terminé pendant la crise économique), diffusé à la télévision publique et cofinancé par la Commission Européenne. Le coiffeur d'une capverdienne, l'entreprise de matelas d'un Ukrainien, le Brésilien devenu professeur d'université, etc.
- G. **Influenceurs.** Créer une campagne médiatique pour résoudre la crise sanitaire. #réussireensemble ou #Luxembourgaucoeur. Avec des personnes célèbres de la communauté lusophone, ainsi que des Luxembourgeois célèbres. Joueurs de football, musiciens, acteurs / actrices, etc. Ensemble, ils disent, en luxembourgeois et en portugais (ou en français), de courts messages d'encouragement à tous les résidents lusophones. Favorise l'intégration et la langue luxembourgeoise.
- H. **Entrepreneuriat immigrant.** La plupart des résidents lusophones savent qu'ils n'auront pas d'emploi qualifié. Mais ils ont une ambition commune : avoir leur propre entreprise. Que ce soit un café, une épicerie ou un coiffeur. Des cours

d'entrepreneuriat pourraient être créés, gratuitement, dont le diplôme permettrait d'obtenir une licence professionnelle. En même temps, créer un système de soutien financier non remboursable (ou avec des prêts à taux réduit et une garantie de l'État) pour démarrer une petite entreprise.

J'espère que ces réflexions pourront contribuer à la révision de la loi d'intégration. Je suis disponible pour tout ce que vous jugez nécessaire.

Veillez agréer, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, l'expression de mes salutations les plus distinguées,

Luis DE MELO